



14 octobre 2022

(22-7752)

Page: 1/4

Comité du commerce des aéronefs civils

Original: anglais

**COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL AU COMITÉ DU
COMMERCE DES AÉRONEFS CIVILS**

**PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS PERTINENTS POUR
L'ACCESSION DU BRÉSIL À L'ACCORD RELATIF
AU COMMERCE DES AÉRONEFS CIVILS**

Supplément

La communication ci-après, datée du 13 octobre 2022 et reçue à cette même date, est distribuée à la demande de la délégation du Brésil.

Je souhaite informer ce Comité que mon gouvernement m'a donné pour instruction de communiquer des renseignements pertinents concernant la demande d'accession du Brésil à l'Accord de l'OMC relatif au commerce des aéronefs civils.

Veillez trouver ci-joint la communication du Brésil contenant de plus amples clarifications et des renseignements additionnels sur la manière dont il mettra en œuvre les engagements prévus dans l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils en cas d'accession.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer la présente communication aux Membres et observateurs du Comité du commerce des aéronefs civils.

Je vous prie d'agréer les assurances de ma très haute considération.

Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation mondiale du commerce

Le Brésil a présenté sa demande d'accession à l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils, ci-après l'"Accord", au Comité du commerce des aéronefs civils le 14 juin 2022 (document TCA/19), conjointement avec sa proposition d'engagements tarifaires (document TCA/19/Add.1). À ce stade, le Brésil salut l'occasion de présenter des renseignements additionnels pertinents sur la mise en œuvre des engagements prévus dans l'Accord.

Après que le Comité du commerce des aéronefs civils sera convenu des modalités d'accession du Brésil conformément à la Note d'orientation sur la mise en œuvre de l'article 9.1.3 de l'Accord, le gouvernement brésilien présentera l'instrument d'accession à l'Accord au Congrès national brésilien pour délibération. Une fois l'instrument d'acceptation approuvé par le Congrès, le Brésil sera en mesure de déposer celui-ci auprès de la Directrice générale de l'OMC. En règle générale, les accords commerciaux internationaux, après approbation par le Congrès national et ratification/accession au niveau international, sont incorporés dans le système juridique brésilien, en langue portugaise, en tant que texte législatif considéré au même niveau hiérarchique que les lois ordinaires.

Par souci de clarté et de transparence, le Brésil a divisé le présent document en différents sujets, conformément aux obligations énoncées aux articles 2 et 7 de l'Accord. Chaque sujet détaille la mise en œuvre des obligations énoncées dans l'article considéré.

Droits de douane et autres impositions

La proposition d'engagements tarifaires du Brésil au titre des obligations découlant de l'article 2.1 de l'Accord a été présentée au Comité du commerce des aéronefs civils le 14 juin 2022 (document TCA/19/Add.1). Une fois achevées les discussions relatives aux engagements tarifaires du Brésil au sein du Comité et la liste des lignes tarifaires reflétant ces obligations établie, le Brésil serait disposé à incorporer en temps voulu le régime d'admission en franchise de droits pour les produits mentionnés dans sa liste GATT.

Comme cela a déjà été mentionné, dès que les procédures d'accession du Brésil dans le cadre de l'OMC auront été achevées, l'Accord fera l'objet de procédures internes en vue de son internalisation et de son entrée en vigueur au Brésil. Il est important de souligner, cependant, que – indépendamment de l'internalisation de l'Accord – le Brésil applique déjà la franchise de droits à tous les produits énumérés dans la proposition d'engagements tarifaires du Brésil, lorsqu'ils sont destinés à des aéronefs civils. En tant que Membre du MERCOSUR, le Brésil est tenu par le Règlement tarifaire du MERCOSUR relatif aux produits aéronautiques. Au titre de ce règlement, les lignes tarifaires énumérées bénéficient de la franchise de droits sur les importations. Seul un nombre très réduit de lignes tarifaires visées par l'Accord ne relève pas de la portée du Règlement tarifaire du Mercosur relatif aux produits aéronautiques. Soit ces lignes tarifaires sont visées par un Tarif extérieur commun (TEC) à 0%, soit le Brésil a unilatéralement réduit les droits de douane qui les visent à 0% (Resoluções GECEX n° 306 et n° 310/2022).

S'agissant des obligations découlant de l'article 2.1.2, la législation actuelle du Brésil accorde déjà la franchise de droits aux produits utilisés pour réparer les aéronefs.

S'agissant des engagements au titre de l'article 2.2 de l'Accord, le Brésil a déjà un système fondé sur la destination finale du produit aux fins d'administration douanière qui prévoit un régime d'admission en franchise de droits comparable à celui fourni par d'autres signataires et qui ne constitue par une entrave au commerce et n'est pas incompatible avec les dispositions applicables au titre du GATT ni au titre d'autres accords multilatéraux négociés sous les auspices du GATT.

Obstacles techniques au commerce

En ce qui concerne les obligations découlant de l'article 3, s'agissant des obstacles techniques au commerce (OTC), le Brésil participe activement aux discussions du Comité OTC à l'OMC et n'adopte aucune politique contraire à l'Accord OTC.

L'autorité de réglementation de l'aviation civile au Brésil est l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC), établie par la Loi n° 11 182 du 27 septembre 2005. L'ANAC est chargée de la réglementation et du contrôle des activités d'aviation civile et des infrastructures aéroportuaires et aéronautiques. L'ANAC préside aussi la délégation brésilienne à l'Organisation de l'aviation civile internationale (ICAO), l'organisme spécialisé de l'Organisation des Nations Unies pour la promotion d'un développement sûr et ordonné de l'aviation civile internationale.

Marchés passés sur instructions des pouvoirs publics, contrats obligatoires de sous-traitance et incitations

Les pratiques, lignes directrices et procédures du Brésil en matière de passation des marchés sont déjà conformes aux prescriptions de l'Accord. Elles garantissent que des normes non discriminatoires sont appliquées en relation avec les entreprises des signataires de l'ACA et que les possibilités commerciales sont fournies sur une base concurrentielle. En principe, plusieurs dispositions de la Loi sur les marchés publics – la Loi n° 14 133/2021 – interdisent de traiter différemment les fournisseurs nationaux et étrangers. Étant donné que la loi actuelle promeut déjà cet alignement, les modifications opérationnelles prévues par le Secrétariat de la gestion du Ministère de l'économie par l'intermédiaire de l'Instruction normative n° 10 de février 2020 garantit que même les sociétés étrangères qui ne sont pas établies au Brésil pourraient accéder aux possibilités de marché.

Restrictions au commerce

Le Brésil n'applique pas de restrictions quantitatives ni de prescriptions en matière de licences pour limiter les importations d'aéronefs civils d'une manière incompatible avec les dispositions applicables

au titre du GATT et au titre d'autres accords multilatéraux négociés sous les auspices du GATT. De même, il n'y pas de restrictions quantitatives ni de prescriptions en matière de licences à l'exportation visant à limiter, pour des raisons commerciales ou concurrentielles, les exportations d'aéronefs civils vers d'autres signataires d'une manière incompatible avec les dispositions applicables au titre du GATT ni au titre d'autres accords multilatéraux négociés sous les auspices du GATT.

Aides publiques, crédit à l'exportation et commercialisation des aéronefs

En 2007, le Brésil est devenu un participant à l'Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation des aéronefs civils (ASU), qui est une annexe de l'Arrangement relatif aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Par conséquent, les programmes brésiliens officiels de soutien aux crédits à l'exportation suivent strictement les lignes directrices de l'ASU, ce qui signifie qu'ils ne prévoient pas de crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public à des conditions et modalités plus favorables que celles prévues par l'ASU.

Il convient de noter que le gouvernement brésilien prévoit trois programmes officiels de soutien aux crédits à l'exportation différents pour les ventes d'aéronefs: 1) l'assurance-crédit officielle à l'exportation (SCE), adossée à un fonds de garantie public; 2) le financement direct des exportations par la Banque nationale du développement économique (BNDES – Lignes de crédit Exim) et 3) bonification du taux d'intérêt par le Trésor national, par l'intermédiaire d'un programme appelé "Proex-Equalização". Ces trois programmes peuvent être combinés, de telle sorte que, par exemple, une transaction unique puisse être soutenue par un prêt fourni par la BNDES, la couverture du risque étant assurée par la SCE et la bonification d'intérêt par le Trésor national. Dans chaque cas, cependant, le gouvernement brésilien veille à ce que les conditions et modalités finales du prêt, y compris les taux d'intérêt et les taux de primes, le délai de remboursement et les facteurs d'atténuation du risque soient strictement conformes aux dispositions de l'ASU, et il fournit un formulaire contenant les détails de la transaction bénéficiant d'un soutien à tous les participants à l'ASU, avec une copie au Secrétariat de celui-ci.

Enfin, il convient de souligner que les dispositions de l'ASU sont juridiquement contraignantes pour les trois programmes de soutien des crédits à l'exportation. En ce sens, la Résolution n° 15/2011 du Conseil du commerce extérieur (Camex) établit que "le soutien officiel brésilien en faveur des exportations d'aéronefs civils, par l'intermédiaire d'un financement ou refinancement direct, de l'assurance des crédits, de la bonification du taux d'intérêt, ou de toute combinaison de ces modalités, suivra les conditions, modalités et procédures établies dans le nouvel ASU de l'OCDE." De plus, la Résolution n° 4 897/2021 du Conseil monétaire national, qui établit les conditions de la bonification d'intérêt fournie par le Trésor national, indique explicitement que "dans le cas du financement des exportations d'aéronefs civils et de parties, composants et services connexes, la bonification du taux d'intérêt sera fixée en fonction des caractéristiques particulières de chaque transaction, suivant les modalités, conditions et procédures établies dans l'Accord sectoriel sur les aéronefs, le cas échéant."

Gouvernements régionaux et locaux

D'après la constitution brésilienne, le Président de la République a le pouvoir exclusif de conclure des traités internationaux, *ad referendum* du Congrès national. En outre, comme mentionné précédemment, la publication au Brésil, par le gouvernement fédéral, du texte législatif contenant les termes de l'Accord après la ratification internationale ou l'accession signifie que cet accord est un instrument juridique contraignant dans le pays.
